



La DTM a identifié une population mobile de **1 561 676** individus au 29 mars 2024 et une population retournée estimée à **623 959** individus

Principales données sur le déplacement


 **1 561 676** ↓ (8%)
INDIVIDUS DÉPLACÉS

 **364 738**
MÉNAGES DÉPLACÉS

58% Femmes (904 699) 

42% Hommes (656 977) 


18% Enfants < 5 ans (291 374) 


 **59%** des individus déplacés (soit 927 568) vivent dans les communautés d'accueil


Principales données sur les retours


 **623 959** ↑ (19%)
INDIVIDUS RETOURNÉS

 **128 286**
MÉNAGES RETOURNÉS

60% Femmes (374 882) 

40% Hommes (249 077) 

15% Enfants < 5 ans (95 631) 

 **623 959** personnes retournées dans **792** villages dans neuf territoires évalués.

CONTEXTE

Dans la région orientale de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier au Nord-Kivu, un conflit prolongé et de plus en plus complexe persiste. Ce conflit est caractérisé par la présence de divers groupes armés, y compris le groupe M23 et les Forces Armées Congolaises (FARDC), ainsi que leurs alliés respectifs. Depuis le début de cette année, le M23 a progressé dans la partie orientale de la RDC, notamment vers Goma, qui sert de capitale du Nord-Kivu. Les récentes actions entreprises par le M23 suggèrent leur intention de prendre le contrôle de Goma, marquant potentiellement leur deuxième occupation de la ville après une brève période de contrôle en 2012.

La montée des activités violentes dans la région a connu une augmentation spectaculaire de l'utilisation d'explosifs, de tactiques de violence à distance et d'engagements directs. Cette escalade alarmante a entraîné un déplacement substantiel de civils et une augmentation des victimes attribuées aux bombardements et à diverses formes d'attaques. Le conflit en cours a notamment conduit à un nombre significatif de déplacements, et des civils supportant le poids de cette violence croissante. De plus, les allégations concernant le soutien rwandais à la rébellion du M23 ont encore compliqué les dynamiques régionales déjà délicates. Ces accusations ont non seulement accru les tensions diplomatiques mais ont également tendu les relations entre les pays voisins. Malgré les appels généralisés en faveur d'une résolution pacifique du conflit de la part des acteurs régionaux et internationaux, les efforts des casques bleus et des dirigeants locaux pour faciliter le dialogue et négocier des cessez-le-feu ont malheureusement été régulièrement bafoués.

Du 15 au 28 mars 2024, une accalmie a été observée dans certaines zones tandis que le groupe M23 ont intensifié leurs efforts pour étendre leur contrôle, capturant des territoires tels que Sake et Kibirizi. Le groupe a lancé des offensives stratégiques près de Goma, élargissant ainsi sa sphère d'influence vers le nord dans les régions de Rutshuru et Masisi. Cette escalade des conflits a entraîné un exode massif de milliers de personnes, aggravant la crise humanitaire dans l'est de la RDC et impactant négativement la stabilité économique de Goma et des zones environnantes.

Depuis le début de la crise, l'OIM, par le biais de la matrice de suivi des déplacements (DTM) continue à mener une série d'évaluations rapides, y compris le suivi des urgences (EET/ERM), l'analyse des crises et enregistrement avec priorité de répondre aux besoins immédiats d'information en vue de comprendre la dynamique des déplacements et les besoins.

Ce rapport présente les résultats des évaluations menées dans les différentes zones de déplacement et de retour du 14 au 29 mars 2024.

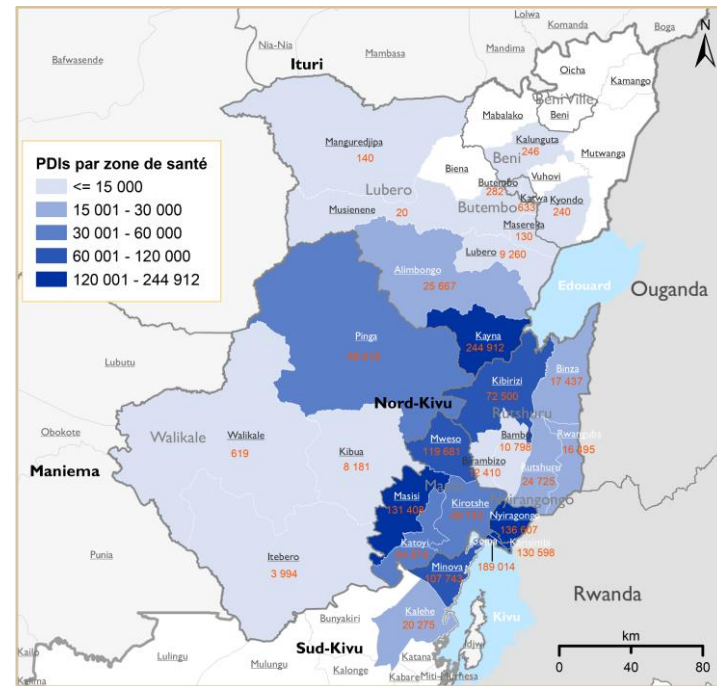
DÉPLACEMENT

Les données sur les déplacements recueillies dans cette dix-septième analyse de crise montrent une diminution de nombre de personnes déplacées par rapport à la publication précédente ([voir le rapport](#)). Le nombre de personnes déplacées est passé de 1 689 260 à 1 561 676 personnes au 29 mars 2024 ([données détaillées ici](#)). Cette diminution de 8 pour cent est due à des affrontements qui se sont déroulés dans les villages déjà vidés de leurs populations du groupement de Kamuronza dans le territoire de Masisi et ceux du territoire de Nyiragongo. Bien que la majorité des personnes déplacées se trouvent dans des communautés d'accueil, les sites de déplacement continuent d'accueillir une proportion importante (41%) de personnes déplacées. Certains sites offrent des abris temporaires et une aide de base, mais la plupart ne parviennent pas à répondre adéquatement aux besoins des personnes touchées. Ces sites sont souvent surpeuplés et ont du mal à fournir des services essentiels tels que la sécurité, l'eau potable, la nourriture et les installations sanitaires, ce qui aggrave les difficultés des personnes déplacées. En conséquence, la vulnérabilité de ces personnes s'est accrue, en particulier pour celles déjà confrontées à des conditions de vie difficiles.

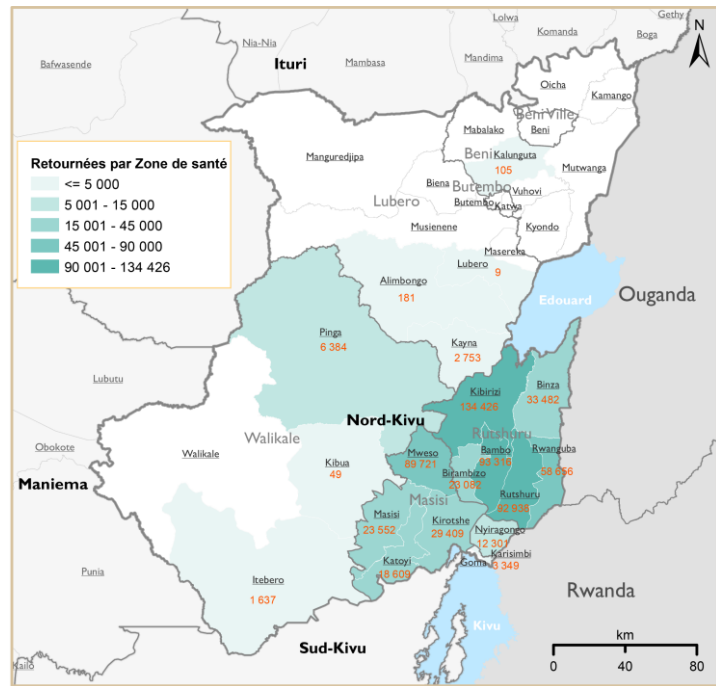
Types d'installation	Ménage	Individu	Homme	Femme
Communauté hôte	180 606	927 568	389 130	538 438
Sites hors mécanisme CCCM	38 481	189 040	76 713	112 327
Sites sous mécanisme CCCM	145 651	445 068	191 134	253 934
Grand Total	364 738	1 561 676	656 977	904 699

Du 15 au 28 mars 2024, des affrontements ont pris de l'ampleur dans la région de Masisi, plus précisément dans le groupement de Kamuronza et les villages environnants de la ville de Sake (Kimoka, Rutobogo, Kanve et Vunano), ainsi que sur les axes Sake-Kirotshe et Rutobogo-Mushaki. Ces violences ont entraîné des déplacements massifs de la population vers le site de Kashenda, situé dans le Groupement Mufunyi-Shanga du territoire de Masisi. Les personnes déplacées ont été accueillies dans des sites et centres collectifs tels que Nyamashali à Bulenga, EP Emmanuel à Minova, EP Nyarubuyi à Buhumba et EP Vahe à Kalehe, dans la province du Sud-Kivu. Entre le 23 et le 24 mars 2024, une offensive menée par le groupe M23 a entraîné une nouvelle vague de déplacements. Les habitants des villages Kirumbu, Mpati, Kivuye et Nyange ont été contraints de se déplacer vers Kamonyi, Bibwe, Goliba, Luhanga, Ronga, Hembe et Rwankeri dans le groupement des Bashali-Mokoto. Dans la même période, des affrontements ont été signalés dans le territoire de Nyiragongo, Kanyamahoro/ Kibumba. Ces affrontements opposants les FARDC et ses alliés au groupe M23 ont provoqué des mouvements pendulaires.

CARTOGRAPHIE DE DÉPLACEMENT



CARTOGRAPHIE DE RETOUR

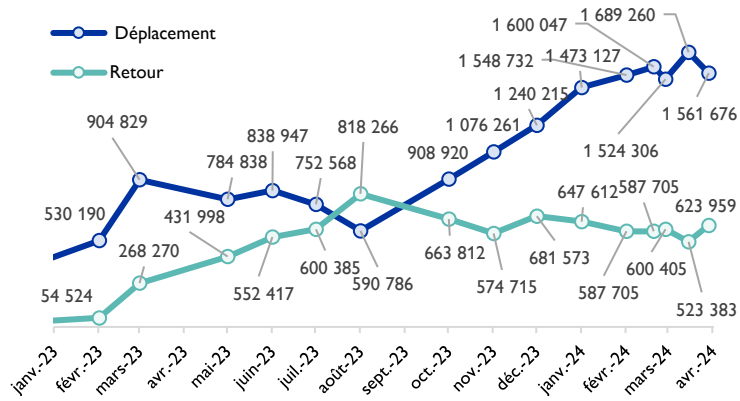


RETOUR DE LA POPULATION AFFECTÉE

Les résultats des évaluations des déplacements liés à la crise du M23 effectuées entre le 14 et le 29 mars 2024 ont permis d'identifier un total de 623 959 populations retournées (128 286 ménages). La tendance au retour a augmenté de 19% par rapport au nombre enregistré lors de la dernière évaluation du 13 mars 2024. Cette augmentation est due aux retours progressifs de la population observés en territoire de Rusthuru sur l'axe Nyanzale-Kibirizi en provenance de Kanyabayonga et sur l'axe Kyahala-Birunduru-Bulindi et en territoire de Masisi sur l'axe Bweremena-Bishange.

Les mauvaises conditions de vie, le manque d'assistance dans les zones de déplacement, l'amélioration relative de la situation sécuritaire observée dans les villages d'origine, ainsi que les conséquences néfastes des déplacements continus sont les raisons de leur retour.

Évolution de la population déplacée et retournée (individus) depuis le début de la crise



ACCESSIBILITÉ

Le conflit en cours dans la région a gravement affecté les principales routes entourant Goma et ses zones voisines, les rendant impraticables. Cette obstruction a considérablement entravé le déplacement des civils, le transport des marchandises et la livraison d'une aide humanitaire cruciale. La récente prise de la ville de Shasha par le groupe M23 le 3 février 2024 a encore aggravé la situation. Par conséquent, la circulation le long de l'itinéraire reliant Goma à Bukavu s'est arrêtée. Il s'agit du quatrième blocage de la route essentielle d'approvisionnement alimentaire depuis Goma, après les blocages précédents sur l'axe Goma-Rutshuru, l'axe Sake-Kitshanga Mweso et l'axe central Sake-Masisi. Cette situation continue à restreindre l'accès aux services essentiels pour la population touchée par la violence, créant un environnement dangereux pour les travailleurs humanitaires et les civils à Goma.

PERCEPTION DES BESOINS PRIORITAIRES

L'accès aux ressources essentielles telles que la nourriture, le logement et les soins de santé sont les principaux besoins exprimés et sont souvent limités ou inexistantes dans les zones où les populations déplacées cherchent refuge. Les besoins fondamentaux des populations vulnérables ne sont généralement pas satisfaits, ce qui rend difficile leur survie et celle des communautés touchées.



DÉMOGRAPHIE

Les hommes et les femmes constituent respectivement 42 pour cent et 58 pour cent de la population déplacée évaluée dans 2 285 villages. Les enfants déplacés âgés de 0 à 5 ans représentent environ 19 pour cent. La taille moyenne des ménages déplacés évalués est de 4,2 individus.

Tandis que les hommes et les femmes retournés constituent respectivement 40 pour cent et 60 pour cent de la population retournée. Alors que, les enfants âgés de 0 à 5 ans représentent environ 15 pour cent.